



L'aile étudiante de l'Awami League, le parti au pouvoir, a organisé des festivités en l'honneur de la Première ministre Sheikh Hasina, obligeant ainsi les « premières années » à gonfler leurs rangs. © V.D.C.

## élections La contestation étudiante est matée par un pouvoir autocratique

REPORTAGE

V.D.C.  
ENVOYÉE SPÉCIALE À DHAKA

Armé de bombes et de pinceaux, Anamul Hasan Onoy, étudiant de 22 ans, se glisse dans l'obscurité des allées silencieuses de l'Université de Dhaka. Sur ce campus de 37.000 étudiants, foyer politique historique, les idées contestataires ne s'expriment qu'à la faveur de la nuit. Tracés à la sauvette sur les murs, les graffitis incarnent le dernier souffle de la résistance étudiante. Ils défient la répression qui cible les opposants de l'Awami League, le parti de la Première ministre Sheikh Hasina, à l'approche du scrutin législatif du 7 janvier. La dame de fer du Bangladesh, qui briguera un quatrième mandat, est assurée de sa victoire, alors que les forces armées viennent d'être déployées à travers tout le pays.

« Nous voulons des élections libres ! », s'affiche, en rouge et noir, sur les bâtiments du campus. Ça et là, des slogans « Free Palestine » se sont greffés aux revendications, dans cette nation de 171 millions d'habitants qui représente la troisième population au monde de musulmans. La plupart des inscriptions murales sont l'œuvre d'Anamul, qu'il signe du « Syndicat des étudiants », son organisation de gauche. Le jeune homme de 22 ans est l'un des derniers militants actifs sur le campus et risque

d'être arrêté à tout moment. Cette nuit-là, il achève, en lettrage géant, un nouveau graffiti : « L'autocratie est une insulte à l'humanité ! » « L'autocratie, c'est Sheikh Hasina », commente-t-il. « Car le scrutin du 7 janvier ne sera ni libre, ni équitable. Dans notre pays, la démocratie est brisée. »

### Faux candidats

Ces accusations sont le refrain des opposants au pouvoir. « Les deux derniers scrutins ont déjà été entachés d'irrégularités, souligne l'analyste politique Badiul Alam Majunder. En 2018, la veille au soir des élections, les urnes avaient été bourrées. Cette fois-ci, nous observons des nominations de faux candidats, destinées à donner l'image d'un scrutin participatif. » Plusieurs partis, dont la principale formation d'opposition, le BNP (Parti nationaliste du Bangladesh), boycottent les élections. Anticipant des fraudes, le BNP exigeait la tenue d'un gouvernement intérimaire pour garantir la neutralité de l'exercice. Mais Sheikh Hasina est restée aux manettes.

Tout a basculé le 28 octobre, quand les tensions ont explosé lors d'une gigantesque manifestation du BNP. Les heurts ont fait plus d'une dizaine de morts. « Ce débordement a donné un prétexte au parti au pouvoir pour lancer une chasse aux opposants afin de les mettre hors-jeu », décrypte Badiul

Alam Majunder. Le coup de filet a été monumental : près de 20.000 membres du BNP, selon ce parti, ont été placés derrière les barreaux. « Ils sont visés par des accusations fantômes, sans fondement », affirme l'éminent avocat Shahdeen Malik.

Au cœur de Dhaka, le siège du BNP est désert, gardé par des policiers, alors que les ruelles sont tapissées de posters colorés à l'effigie des candidats en lice. « Si les électeurs ne se voient pas offrir des choix crédibles pour ce scrutin, le Bangladesh n'est alors pas différent de la Corée du Nord », commente Badiul Alam Majumdar. Zafar Sobhan, le rédacteur en chef du *Dhaka Tribune*, souligne la centralisation du pouvoir : « Le plus grand problème de notre pays est la perte, en quinze ans, de l'indépendance de toutes nos institutions. »

### Disparitions et exécutions extrajudiciaires

C'est dans un cimetière de la vieille ville que Raju Ahmed, un leader de l'aile étudiante du BNP, nous donne rendez-vous. Recherché par la police, il vit dans la clandestinité. « Près d'un millier de

nos étudiants ont été arrêtés. Sur le campus, j'ai été passé à tabac par les militants du BSL, l'aile étudiante de l'Awami League. A présent, la peur prévaut, et les gens se taisent », dit-il en rappelant l'historique des disparitions et exécutions extrajudiciaires imputées au régime depuis 2009. « Ces élections ne seront les élections que d'un seul parti, ce qui ne peut être accepté ni par le

*Le plus grand problème de notre pays est la perte, en quinze ans, de l'indépendance de toutes nos institutions*

Zafar Sobhan  
Rédacteur en chef du « Dhaka Tribune »

”

peuple, ni par la communauté internationale », dénonce par ailleurs Motiur Rahman Akondo, l'un des derniers dirigeants en liberté du Jamaat-e-Islami, un autre parti d'opposition. Lui nous rencontre dans l'anonymat d'un restaurant huppé, dos à la salle. Sur le campus, entre les cafés animés et les matchs de cricket enjoués, les étudiants se murent dans le silence à l'évocation de la politique. « Le BSL, l'aile étudiante de l'Awami League, fait régner la terreur », explique Anamul, le militant graffeur. Néanmoins, l'étudiante Nipa Sarkar laisse son indignation l'emporter : elle décrit un « harcèlement général perpétré par le BSL, qui oblige les étudiants à participer à leurs activités politiques, sous peine d'être ex-

pulsés des foyers ». « C'est de l'esclavage », s'insurge Nippa.

Jubilant, les étudiants du BSL ont organisé ce matin-là des festivités en l'honneur de Sheikh Hasina, obligeant ainsi les « premières années » à gonfler leurs rangs. Danses et musiques célèbrent l'ouverture d'une station de métro à l'université, projet phare de la Première ministre. Cette dernière est créditée pour le développement des infrastructures, le recul de la pauvreté et une solide croissance, en dépit d'une inflation préoccupante. « Merci, Sheikh Hasina ! », scandent les étudiants. « Notre Première ministre a accompli un travail extraordinaire, assure Ami Ismael Khan, vice-président du BSL. Elle a promis des élections justes et transparentes. Et si le BNP ne veut pas participer, c'est parce qu'il a peur de perdre les élections. »

Derrière des tréteaux, les élèves en arts plastiques ont eux aussi été réquisitionnés. Ils peignent sagement des portraits de la Première ministre aux lunettes rectangulaires. A 76 ans, la fille du premier président du Bangladesh est décrite comme besogneuse et autoritaire. Traumatisée par l'assassinat de 18 membres de sa famille en 1975, elle privilégie la loyauté à la méritocratie. Sheikh Hasina est l'héritière d'un parti traditionnel et laïc auquel des millions de Bangladais restent fidèles. Et entend continuer à régner, coûte que coûte.

## CE WEEK-END DANS LE SOIR



TÉLÉVISION  
« Plus belle la vie »  
renaît de ses cendres



LES RACINES ÉLÉMENTAIRES  
Jordi Savall : « On a besoin  
de beauté et d'émotion  
pour sauver le monde »

+ SO  
SOIR



BRUXELLES  
L'action sociale  
au cœur des stations  
de métro